

Pour **Politique Internationale** (trimestriel) n°159

publié le 15 mai 2018

http://www.politiqueinternationale.com/revue/read2.php?id_revue=160&id=1702&search=&content=texte

"Le Pakistan sur tous les fronts"

ou "Comment exister sur une ligne sismique de la géopolitique régionale".

UN PAYS À LA FOIS VICTIME ET COMPLICE DU TERRORISME ?

« Les États-Unis ont bêtement donné 33 milliards de dollars d'aide au Pakistan ces quinze dernières années, et il ne nous a rien donné en retour, autre que mensonges et duperie, prenant nos dirigeants pour des idiots. Ils abritent les terroristes que nous pourchassons en Afghanistan, sans grande aide. C'est fini ! ». Le tweet rageur du président américain Donald Trump, le matin même du 1^{er} janvier, ouvre l'année 2018 sur un horizon de turbulences entre Washington et Islamabad. Et l'ancien président afghan Hamid Karzaï ne manque pas d'applaudir en pointant, lui aussi par tweet, la *"duplicité du Pakistan"*¹. Mais sur le fond, l'exaspération de Donald Trump ne dit rien d'autre qui n'ait été déjà dit par son prédécesseur Barack Obama, en termes plus diplomatiques mais fermes². Bien entendu, les choses s'arrangeront une fois encore parce que les États-Unis ont besoin du Pakistan dans leur guerre contre les Talibans, ne serait-ce que pour assurer l'approvisionnement terrestre des troupes de l'OTAN stationnées en Afghanistan³. Après quelques vifs échanges entre les exécutifs respectifs, le chef d'état-major pakistanais, le Général Javed Bajwa, s'est entretenu deux fois par téléphone avec le chef du Centre de Commandement américain (CENTCOM) le Général Joseph L. Votel, dont les paroles auraient été apaisantes selon le Communiqué de presse du Service de Relations publiques de l'armée pakistanaise (ISPR) : *"Les États unis apprécient le rôle du Pakistan dans la guerre contre le terrorisme et supposent que la turbulence en cours ne sera qu'une phase temporaire"*⁴.

¹ Cité par BBC News, 01 janvier 2018, sous le titre *"Trump attacks Pakistan 'deceit' in his first tweet of the year"*.
<http://www.bbc.com/news/world-us-canada-42536209>

² Discours de Barack Obama le 27 mars 2009 "A new Strategy for Afghanistan and Pakistan" : *"Pakistan needs to root out the terrorists. And after years of mixed results, we will not provide a blank check. Pakistan must demonstrate its commitment to rooting out al Qaeda and the violent extremists within its borders"*.

³ La Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan (FIAS), coalition armée de 51 pays membres ou partenaires de l'OTAN, forte de près de 150 000 hommes en 2011, a mis fin à sa mission en décembre 2014. Une force résiduelle d'environ 8 500 soldats était cependant maintenue, sous le nom de "Resolute Support" regroupant 39 pays, pour achever la formation de l'Armée Nationale Afghane (ANA) et fournir des conseils opérationnels. Le retrait total était programmé pour la fin 2016, mais la détérioration de la situation sécuritaire ne l'a pas permis, au contraire : en mai 2017 l'engagement de Resolute Support s'élève à 13 500 (Source OTAN https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2017_05/20170523_2017-05-RSM-Placemat.pdf), et le 30 août 2017, le Secrétaire d'État à la Défense, James Mattis, annonçait même que l'administration Obama avait occulté la présence de 2.500 forces spéciales opérationnelles en Afghanistan. Ce n'étaient donc pas 13.500 soldats engagés depuis le retrait de l'Otan, mais 16.000. L'envoi par les USA d'environ 3.000 hommes supplémentaires (le Pentagone ne publie pas le chiffre exact) porte aujourd'hui le contingent à au moins 19.000, non compris les nouvelles contributions encore imprécises des autres pays de la coalition, soit un total approchant ou dépassant les contingents de janvier 2004... et nul ne sait pour combien de temps !

⁴ ISPR Press Release 12 janvier, https://www.ispr.gov.pk/front/main.asp?o=t-press_release&id=4500&cat=army

Si l'on prend un peu de distance avec cet anicroche du moment, il reste que la véhémence du message de Donald Trump reflète sans ambages l'opinion générale de tous les pays engagés dans l'opération "Resolute Support" en Afghanistan et d'à peu près tous les grands médias. Une opinion peut-être trop tranchée. Certes la politique pakistanaise n'est pas simple à décrypter ; si l'armée s'est engagée avec force depuis 2014 dans l'agence tribale du Waziristan limitrophe de l'Afghanistan ⁵ pour liquider les nids du terrorisme, il n'en demeure pas moins que certains chefs de réseaux semblent jouir d'une étonnante impunité, à l'instar de Hafiz Mohammad Saeed, fondateur et chef du Lashkar-e-Taeba et de son alias le Jamaat-ud-Dawa, basés à Lahore ⁶. Et pourtant, le Pakistan a subi lui-même le terrorisme de plein fouet : plus de 63 000 morts depuis 2001 selon South Asia Terrorism Portal (SATP) ⁷ dont 22 215 civils et 6 927 soldats et policiers, de très lourdes pertes humaines auxquelles s'ajoutent les 33 936 djihadistes tués au cours de la même période. Les différentes opérations militaires ont permis une forte décrue, de 11 704 tués en 2009 à 1 260 en 2017, mais le Pakistan a surtout frappé le seul réseau qui menace vraiment sa propre sécurité : le Tehrik-i-Taleban Pakistan (TTP), un réseau qui regroupe une vingtaine de formations dont des groupes exogènes affiliés à al Qaeda (Mouvement Islamique d'Ouzbékistan, Parti Islamique du Turkestan oriental -Ouïghours du Xinjiang-, des Tchétchènes et des Arabes), a depuis 2007 organisé les plus lourds attentats in domo, contre l'ex président Musharraf (3 fois), contre le Grand QG de l'armée (4 fois), des bases militaires, des convois de l'OTAN, des postes de police, des cours de justice, mais aussi des mosquées chiïtes et des sanctuaires soufis. La dernière opération militaire lancée en juin 2014 sous le nom de Zarb-e-Azb (du nom de l'épée du Prophète) a surtout eu pour effet que les combattants du TTP ont quitté leur place forte du Waziristan pour s'installer de l'autre côté de la frontière chez leurs cousins pachtounes afghans ⁸ du Paktya, du Paktika et bien au delà puisqu'on les retrouve dans la province montagneuse de Kunar dans l'extrême nord-est... Depuis toujours associé au fameux réseau afghan transfrontalier de Jallaluddin Haqqani ⁹, dont le fils Serajuddin est devenu en 2016 le vice émir du mouvement

⁵ Les "Federally Administered Tribal Areas" (FATA) regroupent 7 districts ou "Agencies" le long de la frontière "Af-Pak", côté pakistanaise : Bajaur, Mohmand, Khyber, Orakzai, Kurram, Waziristan-Nord et Waziristan-Sud. Leur statut de semi autonomie où le droit tribal oral (le *Pakhtunwali*) géré par des assemblées traditionnelles (*Jirgas*) prévaut sur le droit applicable ailleurs dans le pays, date de l'époque du Raj britannique qui ne parvenait pas à imposer le droit colonial dans ces zones d'insurrections permanentes, mais espérait (sans succès), moyennant cette concession au droit tribal, en faire une zone tampon avec l'Afghanistan hostile. Le Pakistan a hérité malgré lui de ce statut particulier à cette ceinture pashtoune toujours insoumise. La relation entre le gouvernement fédéral du Pakistan et les FATA se fait directement par un "Agent politique", sans passer par le gouvernement de la province Khyber-Pakhtunkhwa (KP) et sans interférences dans les affaires tribales. La tribu des Waziris qui pose aujourd'hui encore des problèmes majeurs d'insurrections et de foyers vivaces du terrorisme, est emblématique de l'esprit combattant d'indépendance farouche de ces "zones tribales" puisque le premier roi Moghol, Babour Shah, en fait mention dans son récit de la conquête de l'Inde au début du XVI^{ème} siècle. ("Le Livre de Babur", traduit du turc tchaghataï par J-L Bacqué Grammont, La Documentation française 1985). Les Britanniques n'en sont jamais venus à bout et pas davantage le Pakistan depuis sa création en 1947

⁶ Le Lashkar-e-Taeba (ou "milice des purs"), d'obédience wahhabite, fondé en 1987 et officiellement interdit en 2002, agit par son alias le Jamaat-ud-Dawa (ou "Société de prédication"). Les deux instances, dirigées par le même Hafiz Saeed, ont leur siège à l'Université de Muridke près de Lahore. À l'origine, le terrorisme du Lashkar-e-Taeba était exclusivement dirigé contre l'Inde sur la question du Cachemire. Depuis 2008 il a adjoint une partie de ses forces à celles du Tehrik-i-Taliban Pakistan et mène des actions très loin à l'intérieur de l'Afghanistan.

⁷ <http://www.satp.org/Datasheets.aspx?countries=pakistan>

⁸ Les principales tribus de la zone, Waziris, Ahmadzai, Mahsud, Utmandzai, Zadran, vivent des deux côtés de la frontière.

⁹ Jallaluddin Haqqani (ancien ministre taliban) est un vieux combattant qui s'était distingué pendant la guerre contre les Soviétiques (1979-89) au point d'avoir été l'un des principaux bénéficiaires de l'aide américaine aux moudjahidines. Membre éminent de la tribu Zadran, il s'est depuis lors taillé un véritable fief à cheval sur la frontière, englobant une bonne partie du Paktya et de Khost en Afghanistan et du Waziristan au Pakistan, où il finance des madrassahs, de action sociale en faveur des familles de djihadistes, construit des mosquées etc...

des talibans afghans "historiques", le TTP est parfaitement interconnecté en Afghanistan où il mène des actions létales un peu partout dans l'est, le nord-est et à Kaboul.

La leçon de ce tableau rapidement brossé, est double. D'une part et quelles que soient les ambiguïtés du Pakistan dans le choix très sélectif des cibles terroristes à détruire chez lui¹⁰, les forces armées des États-Unis et des 38 pays de la coalition sous commandement de l'OTAN ne peuvent se prévaloir d'avoir mieux réussi que le Pakistan à nettoyer la ceinture tribale pashtoune, côté afghan, de ses djihadistes. Et le nombre de soldats pakistanais sacrifiés au combat est double de celui de l'OTAN¹¹ qui comptait jusqu'à 150 000 hommes au moment le plus fort de son engagement, en 2011. D'autre part, la preuve est ainsi faite, une fois encore, que les solutions militaires ne suffisent pas. Tous les décideurs et commentateurs, s'agissant de n'importe quel conflit, disent tous unanimes qu'il n'y a de solution que politique. Et pourtant, de l'Afghanistan à la Libye en passant par l'Irak et la Syrie, le Mali et le Yémen, la résolution des conflits se fait toujours attendre.

Ainsi la déclaration de Donald Trump qui n'est, répétons-le, que la version véhémement d'une accusation récurrente dans les milieux politiques et médiatiques, ne peut faire que jeter de l'huile sur le feu. Montrer systématiquement du doigt le Pakistan comme un "état voyou" et seul responsable d'une guerre sans fin dont personne ne parvient à s'extraire dignement, procède d'une analyse trop courte qui ne tient aucun compte de l'extrême complexité de l'histoire et d'une anthropologie politique très spécifique de la région. Elle n'ouvre en tous cas pas les voies d'un apaisement régional.

"Lutter contre le terrorisme, disait Germaine Tillion, ce n'est pas seulement faire des opérations de police, c'est lutter contre ce qui l'engendre". Encore faut-il savoir ce qui a engendré tant de violences dans la courte histoire du Pakistan, sur son versant indien avec la sempiternelle question du Cachemire, sur son versant afghan de manière constante, et à l'intérieur par le développement considérable des groupes islamistes depuis les années 80. C'est essentiellement parce que le Pakistan est né et a grandi sur une zone de multi fractures, au point de convergence et de frictions des grandes puissances, depuis les empires médiévaux jusqu'aux redéfinitions géopolitiques d'aujourd'hui en passant par les empires coloniaux et l'affrontement des deux blocs de la guerre froide au XX^{ème} siècle. Si l'on souhaite aujourd'hui se lancer dans une recherche sérieuse de solutions politiques, il est nécessaire de bien prendre la mesure de ce passé qui continue de peser sur l'évolution du pays. Refuser d'en tenir compte reviendrait à laisser les violences perdurer, au Pakistan et en Afghanistan comme au Cachemire, et à laisser proliférer des réseaux terroristes qui s'exportent désormais très loin de leur zone de naissance.

¹⁰ Au cours de la conférence régionale des chefs d'état-major (Asie centrale et Asie du sud) tenue à Kaboul les 12 et 13 février dernier, en présence des généraux américains Vital (CENTCOM) et Nicholson (OTAN), la déclaration du général Bajwa n'a pas été jugée convaincante, à cause justement de la mansuétude dont bénéficie le Lashkar-e-Taeba (LeT) et son chef Hafiz Saeed, sur fond de recrudescence des violences au Cachemire indien dont une attaque d'un camp militaire à Jammu, la veille de la conférence, attaque que les services indiens attribuent au LeT.

¹¹ Le plus lourd tribut est payé par l'Armée nationale afghane qui a perdu plus de 6 000 hommes en 2017.

Le Pakistan en 1947, comme l'Afghanistan deux siècles plus tôt, est né sur une zone de fracture, à la fois géophysique et géopolitique. L'Indus très encaissé dans son cours supérieur et moyen, est une ligne naturelle entre le monde indien et le monde iranien, comme l'Amou Darya entre le monde turcophone et le monde persanophone. Si l'Afghanistan crée son espace vital en 1747 après avoir repoussé l'expansion de trois empires médiévaux, Safavide à l'Ouest, Grands Moghols à l'Est et le Khanat de Boukhara au Nord, il sera ensuite pris en tenaille tout au long du XIX^{ème} siècle, entre les empires coloniaux russe et britannique, dont il deviendra l'état tampon. C'est le fameux "*Great Game*", selon l'expression anglaise, qui donnera naissance au Pakistan sur les décombres de l'Empire indien britannique, le Raj. Mais les empires n'ont pas de frontières, ils s'étendent au rythme des conquêtes et se rétrécissent au rythme des défaites. Ainsi les États-nation qui émergent au XX^{ème} siècle, et pas seulement dans la zone qui nous concerne ici, ont souvent bien du mal à transformer des bordures d'empires (*frontier*) en frontières internationales (*border*) car elles ne correspondent pas toujours à des entités de peuples. Dans le cas du Pakistan, qui hérite en 1947 des dispositions administratives du Raj, la création en 1901 de la North West Frontier Province (NWFP)¹² ne laisse aucun doute sur l'ambiguïté du terme "*frontier*" d'où découleront toutes les affres de ses relations avec l'Afghanistan : la fameuse "Ligne Mortimer Durand" qui sépare la NWFP de l'Afghanistan est l'objet d'une controverse jamais résolue. Le Pakistan s'appuie sur le droit international qui valide le principe de l'héritage des traités, et fait de la Ligne Durand sa frontière internationale. L'Afghanistan rétorque que les quatre traités de la Ligne Durand (1893, 1905, 1919, 1921) ne font état que d'une ligne de démarcation (*frontier*), jamais d'une frontière (*border*), et s'efforce de le démontrer en s'appuyant sur des notes administratives de l'époque britannique¹³. Et en 1949, pour couper court à toute discussion, le Parlement afghan récuse tous les traités signés avec l'ancienne puissance coloniale dont, bien évidemment, ceux de la Ligne Durand. Pas de discussion non plus côté pakistanais pour qui la Ligne Durand est une "non question". Le sujet est tellement tabou des deux côtés que personne n'ose plus l'aborder sans déclencher l'ire de son interlocuteur ou même une bronca parlementaire en 2012, sur laquelle nous reviendrons plus loin dans notre analyse. Les deux pays, victimes pourtant du même héritage empoisonné, restent depuis 70 ans arc-boutés sur cette non résolution d'une discorde fondamentale. Comment s'étonner ensuite que toute cette zone transfrontalière, sur plus de 2000 km, soit une zone de non droit où chacun renvoie sur l'autre la responsabilité des instabilités ?

Car, pour couronner le tout, la ligne Durand coupe le peuple pachtoune en deux parts inégales et inacceptables par l'Afghanistan pour autant que le terme "afghan" est synonyme de "pashtoune". Or, si 13 à 14 millions de Pachtounes représentent aujourd'hui environ 40% de la population afghane, c'est le double qui vit sur le versant du Pakistan où ils ne représentent que 15% de la population totale. Ce paradoxe originel explique pourquoi les Britanniques ont eu tant de fil à retordre avec les tribus, plus particulièrement celles du Waziristan qui reste aujourd'hui le principal foyer d'insurrections et d'organisation des réseaux terroristes (TTP, al Qaeda, réseau Haqqani), et explique aussi le rêve très vivace dans les années 60 et 70 d'un "Grand Pachtounistan" unifié. Mais les mêmes causes donnant les mêmes effets, le New York Times déplore dès 1872, soit 21 ans avant le premier traité Durand, alors que les insurrections tribales font rage, la présence de cellules arabes wahhabites très actives dans le Waziristan, qui montent la population contre les infidèles britanniques et "*font une considérable impression sur les 30*

¹² Depuis 2010, la NWFP s'appelle "Khyber Pakhtunkhwa"

¹³ "*The Durand Agreement was an agreement to define the respective spheres of influence of the British Government and the Amir. [...] The line had none of the rigidity of others international borders*". in "Political letters and enclosures received from India, vol 85, Foreign Dept. letter n°77, 1896, India Office Records, London. (Cité in Dupree 1994, 427)

millions de mahométans sujets de la Couronne¹⁴". Cent ans plus tard, en 1986, Oussama ben Laden, héraut du même djihad contres les infidèles, installe sa première base ("*Qaeda*") dans la petite bourgade de Djadji, pile sur la ligne Durand au niveau du même Waziristan. Quoi de nouveau ? Les bactéries du terrorisme prolifèrent toujours sur les insurrections et les plaies mal refermées de la fracture des peuples.

L'autre fracture qui marque la naissance du Pakistan tient à cette superposition des concepts de nation et de religion. La "*théorie des deux nations*", l'une hindoue l'autre musulmane, est toujours enseignée, dans toutes écoles et universités du Pakistan, comme fondement de sa création. Mais elle est à l'origine du vieux contentieux qui empoisonne encore les relations avec l'Inde autour du Cachemire ; à l'origine aussi de ce balancement entre souci de modernité dans un premier temps, et développement de l'islam politique dans un second.

LE PAKISTAN ET L'ISLAM

*"Avec le temps, les hindous cesseront d'être hindous et les musulmans d'être musulmans, non pas au sens religieux car il s'agit de la croyance personnelle de chaque individu, mais au sens politique, en tant que citoyens de l'État"*¹⁵". Dans son discours inaugural de la première Assemblée constituante, le 11 août 1947, Ali Jinnah "*Père de la nation*" entend donc bien cantonner le religieux dans la sphère du privé. Mais son message ne passe pas, ni auprès des politiciens ni des religieux, enfermés dans la théorie fondatrice des deux nations. Il revient donc sur ses premières déclarations et promet que "*la loi du pays sera fondée sur la loi religieuse islamique*"¹⁶, avec pour résultat qu'il faudra attendre huit ans pour écrire la première Constitution ! Les modernistes, le plus souvent formés en Grande Bretagne et issus de la haute administration (ex Indian Civil Service), veulent promouvoir la culture de la démocratie occidentale, mais regroupés au sein de la Ligue Musulmane, ils croient aussi que seul l'islam pourra forger leur légitimité politique et populaire. Les religieux diffèrent entre eux sur de nombreux points mais s'entendent sur une certitude : il n'est pas nécessaire de légiférer puisque la Loi révélée par Allah est transcendante. Elle peut faire l'objet d'interprétations par une Assemblée de Oulémas (docteurs de la loi), mais une Assemblée législative est évidemment inutile. Dans ce contexte, affirment-ils aussi, les non-musulmans ne peuvent disposer des mêmes droits que les musulmans. Finalement, le mot "sharia" (la Loi) ne figure pas dans la première Constitution de 1956 mais son préambule intitulé "*Déclaration d'objectifs*" affirme quand même "*la souveraineté de Allah*" et "*garantit à tous les musulmans la possibilité de vivre selon la loi de l'islam*".

En faisant voter en 1962 une II^{ème} constitution de type présidentiel, le Maréchal-Président Ayub Khan (1958-1969) entend reprendre les concessions faites aux religieux et retire par exemple l'adjectif "Islamique" du nom officiel qui devient "République du Pakistan". Mais les mollahs font de l'agitation de rue et un amendement voté en 1963 réintroduit l'adjectif. La III^{ème} Constitution de 1973, voulue par le président Zulfikar Ali Bhutto (1971-73), rétablit un régime parlementaire mais laisse intactes les clauses islamiques. Bhutto veut marier socialisme et islam, il a donc besoin de la faveur des mollahs, mais doit pour cela multiplier les concessions. Ainsi

¹⁴ NYT Feb 23, 1872, sous le titre "*Wahhabis Fanatics Reported on the Afghan Frontier*",

¹⁵ Cité dans L. Binder, *Religion and Politics in Pakistan*, Berkeley, Univ. of California Press, 1961, p.100.

Au moment de la partition du Raj, le Pakistan comprend aussi le Pakistan dit "oriental" qui deviendra le Bangladesh indépendant en 1972. La population totale est alors de 75 millions dont 12 millions d'Hindous selon le recensement de 1951. Le Pakistan "occidental", celui d'aujourd'hui, ne comptait alors que 33 millions d'habitants dont 500 000 Hindous (1,6%). Selon le dernier recensement de 2017, le pourcentage reste stable mais, rapporté à une population de 220 millions, le nombre de Pakistanais de religion hindoue est aujourd'hui de 3,5 millions, essentiellement dans la province du Sindh .

¹⁶ Jaffrelot, *Pakistan*, Paris 2000.

accepte-t-il que soit inscrit dans la Constitution que les Ahmadiyyas ¹⁷ ne sont pas des musulmans. Plus tard, en 1977, pendant les élections qui seront le prélude à sa chute (il est premier ministre de 1973 à 1977), Bhutto lâche encore du terrain et annonce que la charia sera la loi du pays. Ce n'est encore qu'un mot, sans champ d'application, mais le tabou est tombé et les religieux sauront très vite en assurer la promotion, sous la dictature du Général Zia ul Haq (1977-88) : la Hudood Law (1979) rétablit les châtiments islamiques corporels (fouet et lapidation), la collecte des impôts islamiques (*zakat* et *ushr*) pour financer les madrassahs, et permet la création de tribunaux spéciaux pour abroger les lois contraires à l'islam.

Mais la vraie obsession de Zia est l'influence déstabilisatrice que pourrait exercer la révolution iranienne de 1979 sur les 20% de chiites du pays. C'est ainsi qu'en 1985, sous loi martiale donc avec son assentiment, est officiellement créé le premier groupe terroriste sectaire anti-chiite : le Sepah-i-Saheba (*armée des compagnons du prophète*) qui donnera plus tard naissance au Lashkar-i-Jhangvi et au Jaish-i-Mohammad, autant d'organisations qui ont rejoint les forces du TTP à la fin des années 2000 et se sont illustrés en 2017 dans presque tous les attentats anti chiites au Pakistan comme en Afghanistan.

Malgré la fin de la dictature en 1988 et le retour à la démocratie, le développement de l'islam institutionnel est spectaculaire, dynamisé par les dix années de lutte –organisée depuis le sol pakistanais- contre les Soviétiques en Afghanistan (1979-89). Pendant les onze années d'alternance entre les gouvernements civils de Benazir Bhutto et de Nawaz Sharif (1988-99), au moins huit groupes terroristes des plus redoutables, toujours à l'œuvre en 2018, ont été créés et dûment enregistrés ¹⁸. La "*Qissas and Diyat Ordinance*", votée en 1990 sous mandat de Benazir, autorise et réglemente sur la base du modèle islamique médiéval, la vengeance privée en matière de meurtres ou coups et blessures. C'est encore sous mandat de Benazir, entre 1994 et 1996, que les talibans sont mis sur orbite à partir des zones tribales, en vue de sécuriser sa profondeur stratégique autour de la frontière. Son ministre de l'intérieur, le Général Babar, en est l'architecte, soutenu d'ailleurs par les États-Unis et l'Arabie Saoudite, chacun y trouvant son propre intérêt : les Saoudiens favorisent la mise en place d'un régime sunnite rigoriste sur le flanc oriental de l'Iran, les Américains sont surtout soucieux de faire cesser la guerre civile qui fait rage en Afghanistan depuis 1992, afin de réaliser le grand projet de gazoduc du Turkménistan à Karachi ¹⁹, sous l'égide de la compagnie pétrolière californienne Unocal, dont les deux négociateurs sont alors le futur Président afghan Hamid Karzai et Zalmay Khalilzad le futur envoyé spécial puis ambassadeur des États-Unis en Afghanistan. Et voilà comment l'islam devenu "institutionnel", épaulé par les groupes du djihad, s'est invité avec la bénédiction d'au moins une grande puissance, dans une géopolitique déjà bien complexe et violente !

Sous les mandats alternés de Nawaz Sharif (1990-93 et 1997-99) la "*Sharia Act 1991*" renforce l'application de châtiments islamiques et consacre l'infériorité des femmes, un témoignage masculin valant autant que deux témoignages féminins. Le 15^{ème} amendement 1998 de la Constitution déclare la sharia "*prévalente sur toutes les autres lois*". Enfin, pressé par le

¹⁷ La secte Ahmadiyya (appelée aussi Qadianiyya) a été fondée à Qadia (Inde) par Ahmed Gholam, en 1868. Ahmed est considéré comme apostat et blasphémateur par les musulmans orthodoxes car il a renoncé au *Jihad* (ce qui arrangeait bien les Britanniques qui ont assuré la promotion de la secte !), et parce qu'il s'est attribué le titre de *prophète*, alors que Mohammad est, selon la *sunna*, le dernier prophète.

¹⁸ Hizb-ul-Mujahiddin 1989, Harakat-ul-Ansar 1991, Lashkar-e-Taeba (wahhabite) 1991, Jamaat-ul-Mujahiddin 1991, Tehrik-i-Nefaz-i-Shariat-i-Mohammedi 1994, Lashkar-i-Jhangvi (sunnite anti-chiite) 1994, Al Rashid Trust 1996, Jaish-i-Mohammad 1999.

¹⁹ Ce projet TAPI (pour Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde) n'a jamais été réalisé mais il est à nouveau à l'étude...

Tehrik-i-Nefaz-i-Shariat-i-Mohammedi ²⁰, Nawaz accepte que les tribunaux civils ordinaires soient abolis dans le district de Swat-Malakand (NWFP), au profit des tribunaux chariatiques ou "Qasi Courts".

Le Pakistan a donc échoué à réaliser le rêve séculier de son fondateur, mais a aussi dès 1947 engagé une partie de bras de fer avec l'Inde sur la question du Cachemire, au nom de la théorie des deux nations. L'État princier semi autonome de Jammu et Cachemire sur lequel règne alors le Maharajah Hari Singh, n'est pas homogène. Si Jammu est majoritairement d'obédience hindoue et le Laddakh bouddhiste, le cœur du Cachemire, c'est-à-dire 'La Vallée' ainsi nommée encore aujourd'hui, est presque exclusivement musulman. Il s'agit de la vallée de Jhelum qui court de Srinagar vers le Penjab pakistanais en passant par Muzaffarabad. Mais d'autres États princiers plus petits (Baltit, Gilgit, Hunza, Nagar) sont inclus dans l'État du Jammu et Cachemire et sont également musulmans. À ce titre, le Pakistan considère que le Cachemire doit être dans son escarcelle au terme de la partition du Raj, et envoie dès septembre 1947 un corps expéditionnaire levé... dans les zones tribales pashtounes ! L'Inde accepte de défendre les intérêts du Maharajah, lui même Hindou, à condition qu'il abandonne toute velléité d'indépendance et accepte une reddition en faveur de l'Inde. C'est la guerre.

LE PAKISTAN ET L'INDE

Toute la relation compliquée entre le Pakistan et de l'Inde tient à ce différend jamais soldé depuis 1947, comme celui de la frontière "Af-pak" ! La première guerre du Cachemire se termine par le cessez-le-feu du 1^{er} janvier 1949 et permet au Pakistan de récupérer le tiers nord-ouest du Cachemire, dont la ville de Muzaffarabad sur le cours de "La Vallée", qui devient la capitale de l'"Azad Kashmir" ou "Cachemire libéré", que les Indiens appellent évidemment PoK pour "Pakistan occupied Kashmir". La deuxième guerre de 1965 ne changera pas grand chose sur le fond, au contraire de celle de 1971-72, engagée par l'Inde alors que le Pakistan est très affaibli par la guerre de sécession du Pakistan oriental devenu Bangladesh. L'Accord de Shimla (ancienne capitale d'hiver du Raj, tout un symbole) est signé en juillet 1972 par Indira Gandhi et Ali Bhutto. C'est encore aujourd'hui l'accord de référence mais il n'est pas favorable au Pakistan car il établit un *statu quo* qui ressemble beaucoup à un préalable de consécration *de jure* d'une partition du Cachemire, la ligne de cessez-le-feu devenant officiellement la Ligne de Contrôle (LoC). Selon l'interprétation indienne, Shimla fixe aussi le conflit dans un cadre bilatéral qui ne reconnaît plus le mandat de UNMOGIP ²¹ (United Nations Military Observer Group in India and Pakistan). L'Inde espère normaliser la partie qu'elle contrôle, par une politique de développement associée à une

²⁰ Le TNSM ou "Mouvement pour la mise en œuvre de la Sharia de Mohammad", très actif à Swat, Malakand, Bajaur Agency et Miranshah, sous la houlette de Fazlullah qui a mis à feu et à sang la vallée de Swat en 2008-09 et s'est aujourd'hui installé dans la province afghane de Kunar d'où il dirige le TTP.

²¹ La Résolution 39 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, janvier 1948, établit une Commission pour l'Inde et le Pakistan (UNCIP) afin d'enquêter et faire médiation dans la dispute qui les oppose sur le Cachemire. La Résolution 47 d'avril 1948 y ajoute un groupe d'observateurs militaires (UNMOGIP) qui n'arrive qu'en janvier 1949 pour superviser le cessez-le-feu. LA tâche est aussi d'assurer la sécurité des autorités locales dans leurs investigations, glaner autant d'informations que possible et éviter toute interaction violente entre les parties. Après le "Karachi agreement" de juillet 1949 qui établit avec précision la ligne de cessez-le-feu, le rôle de l'UNMOGIP est d'assister les officiers des deux armées, des deux côtés de la ligne, dans leur travail respectif de vérification permanente. La Résolution 91 du 30 mars 1951 prolonge la mission de l'UNMOGIP. Elle ne peut cependant empêcher la 3^{ème} guerre indo-pakistanaise de 1971, qui prolonge au Cachemire les hostilités engagées au Pakistan Oriental (devenu Bangladesh). Le cessez-le-feu du 17 décembre 1971 est suivi des accords de Shimla en juillet 1972 selon lesquels l'Inde considère unilatéralement qu'il s'agit désormais d'un conflit strictement bilatéral qui exclut toute tierce partie y compris l'UNMOGIP auquel elle ne s'adresse plus jamais. A contrario, le Pakistan ne cesse d'informer l'UNMOGIP dont le Quartier général est à Islamabad, de toute violation de la LoC et il reste ferme sur l'exigence d'un Referendum conformément à la Résolution du 5 janvier 1949. <https://unmogip.unmissions.org/background> et https://unmogip.unmissions.org/sites/default/files/unmogip_magazine_2015_web.pdf

pratique électorale régulière qui, dans son esprit, vaudra loi avec plus de force que le référendum préconisé par l'ONU ²². Le Pakistan ne peut ainsi plus prendre à témoin la Communauté internationale pour faire valoir ses raisons et la situation s'est tellement compliquée depuis, y compris du fait de l'incitation du gouvernement indien à augmenter le taux de population d'obédience hindoue (fonctionnaires, cadres de l'armée, banques et autres services etc.). Le statu quo de Shimla tient jusqu'en 1987 avant que les militants pro indépendance et les militants pro Pakistan ²³ ne mettent "La Vallée" à feu et à sang sur fond d'élections frauduleuses et que l'armée indienne intervienne avec une extrême brutalité. Dans ce contexte où le Pakistan est privé des moyens politiques de peser sur la question du Cachemire, il n'est pas surprenant de voir en 1987 émerger le Lashkar-e-Taeba (voir note n°4), à l'origine dédié à l'agitation de "La Vallée" avant de rejoindre aussi le djihad en Afghanistan à la fin des années 2000. Mais il n'est pas davantage surprenant que l'armée pakistanaise ait eu toutes les mansuétudes à l'égard de ce groupe et cela rejoint notre observation à propos du "choix très sélectif des cibles terroristes à détruire chez lui".

Vient enfin la fameuse crise de Kargil, au printemps 1999 : l'armée pakistanaise prend possession d'un piton d'altitude qui domine et contrôle la route stratégique indienne qui, de Srinagar à Leh, donne accès au Tibet. Le Pakistan prétend qu'il s'agit là d'une action des "Combattants de la liberté", un terme générique qu'emploie le Gouvernement pakistanais pour désigner les différents groupes, du séculier Front de Libération de Jammu et Cachemire (JKLF) au All Parties Hurriyat Conférence (APHC) qui fédère une vingtaine de groupes, en passant par le United Jihad Council (UJC) qui comprend une quinzaine de groupes terroristes islamistes cachemiris ou transfrontaliers, dont le Lashkar-e-Taeba de Lahore ou le Jaish-e-Mohammad et le Lashkar-i-Jhangvi déjà nommés. Il n'en est rien et le risque de guerre frontale est bien là, entre deux pays qui possèdent l'arme nucléaire. Le Président américain Clinton convoque le premier ministre pakistanais Nawaz Sharif et siffle la fin de la partie... La situation n'est plus tenable, alors les deux vieux adversaires décident en 2004 d'une politique "des petits pas" sous la forme des CBM (pour "*confidence building measures*") mise en œuvre par le Président pakistanais Musharraf et le Premier ministre indien Vajpayee, qui donne lentement des résultats jusqu'à l'ouverture timide en 2008 de la LoC au niveau de Chakothi, sur un pont de la rivière Jhelum entre Srinagar et Muzaffarabad. Une fois par semaine le trafic très réglementé de camions permet le commerce de fruits, légumes et céréales entre les deux villes cousines.

Mais 2017 connaît un inquiétant regain de tensions par une explosion létale du nombre de violations du cessez-le-feu, des deux bords : 1 948 incidents en 2017 contre 168 en 2015. Si le Pakistan a toujours voulu un règlement politique, l'Inde a surtout cherché un "modus vivendi" pour figer la situation dans le cadre de Shimla. Mais la donne a changé depuis quelques années. Si le Pakistan a dès son origine rompu avec l'idéal séculier de son fondateur, l'Inde s'en éloigne également depuis l'arrivée au pouvoir en 2014 du Premier ministre Narendra Modi, membre éminent du Bharatiya Janata Party (BJP) qui se définit comme un parti nationaliste hindou. Désormais, la théorie des deux nations « religieuses » a cours aussi bien à New Delhi qu'à Islamabad.

Dans un Pakistan à la recherche d'une solide identité nationale qui réunirait en harmonie les origines indiennes du Penjab et du Sindh à l'est de l'Indus qui coule en son mitan, et les origines iraniennes des Baloutches et des Pachtounes à l'ouest, la cause du Cachemire a aussi servi de ferment national, au même titre que l'islam. Il n'est cependant pas certain aujourd'hui que la jeunesse et les milieux d'affaires soient très convaincus de poursuivre après 70 ans de

²² Résolution du 5 janvier 1949.

²³ Jammu & Kashmir Liberation Front (JKLF – Yasin Malik) pro indépendance, et All Parties Hurriyat Conference (APHC – Syed Gilani) pro Pakistan.

confrontations. À l'occasion d'une réunion organisée en août 2015 par la Chambre de Commerce de Lahore, les participants ont unanimement exhorté le gouvernement à développer les relations commerciales avec l'Inde, "*après avoir pesé les risques et les avantages*" précise le Dawn dans un article du 8 juillet sous le titre "*Commerce avec l'Inde, plus de perspectives, moins de pièges*"²⁴.

LE PAKISTAN ET L'AFGHANISTAN

Nous avons déjà brossé la toile de fond qui explique l'extrême tension des deux côtés de la ligne Durand. Il serait trop long ici de dérouler le détail de 70 ans d'un dialogue de sourds où tout le monde ou presque se comprend mais où personne n'est capable de s'entendre parce que le sujet est tabou. Quelques faits marquants méritent cependant d'être cités pour illustrer la réalité du terrain, pour montrer aussi que l'obsession de profondeur stratégique du Pakistan ne repose pas sur rien, quels que soient par ailleurs les moyens employés que l'on peut contester, et pour chercher enfin une solution possible d'apaisement qui serait la solution la plus efficace pour venir à bout des insurrections et du terrorisme :

En 1949 et 1950, les Pachtounes du Waziristan, unis derrière Mirza Ali Khan alias le Faqir de Epi, font flotter le drapeau du Pachtounistan indépendant, élisent une Assemblée nationale et défient l'armée pakistanaise pendant 18 mois. Après 2001, les Waziris donneront à Mollah Omar le surnom de "*Nouveau Faqir de Epi*". Tout un programme...

En 1955, une Loya Jirga afghane adopte une résolution stipulant qu'aucun territoire pachtoune ne fait partie du Pakistan.

En septembre 1960 et mai 1961, le Premier ministre afghan Daoud Khan lance deux vaines attaques militaires contre l'Agence tribale pakistanaise de Bajaur.²⁵

En 1973, le même Daoud, devenu président de la République, expose aux parlementaires sa politique en faveur d'un Pachtounistan unifié. Il parle de "*territoires usurpés*" et fait éditer des cartes qui repoussent la frontière afghane jusqu'aux rives de l'Indus.

En 1973-76, on ne compte plus les accrochages à la frontière. Le Premier ministre pakistanais Ali Buttho offre alors l'asile aux chefs afghans de l'opposition islamique qui combattent Daoud le séculier. Il les installe à Peshawar et les finance ; l'armée leur fournit du matériel et les entraîne pour qu'ils aillent faire le coup de feu à Kaboul. Buttho vient d'inventer la "guerre par procuration djihadique" et de donner une dynamique opérationnelle à l'idée de profondeur stratégique. Les jeunes insurgés s'appellent Ahmad Shah Massoud, Gulbuddin Hekmatyar, Yunus Khales, Rasoul Sayaf et Sibghatullah Mojaddedi, les mêmes qui seront plus tard les plus puissants chefs des moudjahidines contre l'invasion soviétique.

De 1979 à 89 pendant l'occupation soviétique, Les États-Unis n'ont plus qu'à reproduire à très grande échelle la stratégie initiée par Buttho, depuis le territoire pakistanais. L'armée est ravie d'arriver à ses fins, par moudjahidines interposés, mais la question pachtoune qui était jusqu'alors gérée par des partis marxistes ou néo marxistes²⁶, soutenus d'ailleurs par l'Inde et

²⁴ <https://www.dawn.com/news/1193052>

²⁵ Dans les deux cas, le prétexte officiel est de prêter main forte aux populations pashtounes de Bajaur qui, selon Kaboul, seraient victimes de bombardements de villages par l'armée pakistanaise (l'argument est même repris dans un article de la Pravda du 3 avril 1961). En septembre 1960 comme en mai 1961, l'armée encadrée de tanks se masse à la frontière d'où sont envoyées des milices ("lashkar", forces non régulières) à l'intérieur de Bajaur. L'armée pakistanaise repousse les attaques mais Kaboul réitère ses réclamations sur les "territoires usurpés" en vue de la création d'un Pashtounistan unifié. Voir : <https://web.stanford.edu/group/tomzgroup/pmwiki/uploads/1303-1961-06-KS-AJG.pdf>

²⁶ Deux partis communistes côté afghan, Parcham et Khalq, et deux partis nationalistes de gauche côté pakistanais, l'Awami National Party (qui a gouverné la province de Khyber Pakhtunkhwa de 2008 à 2013) et le Pakhtunkhwa Milli Awami Party.

l'URSS, est désormais portée par l'islamisme combattant qui se développe rapidement et se nourrit d'idéologies puritaines déobandies ou radicales wahhabites²⁷ dans les milliers de madrassahs financées par l'Occident en soutien idéologique et logistique aux moudjahidines des partis de la résistance afghane.

Dans les années 2000, après la chute des Talibans, deux événements, l'un symbolique l'autre très politique, sont lourds de sens mais sont étonnamment passés à peu près inaperçus :

En avril 2007, le président afghan Karzaï se rend à Jellalabad, près de la frontière, pour inaugurer le centre culturel Bacha Khan, en référence au surnom affectueux de Gaffar Khan, très grande figure du nationalisme pachtoune, pacifiste et séculier, encore surnommé "*le Gandhi de la frontière*" et qui avait décidé en 1948 de quitter le Pakistan et de s'exiler là, en terre afghane, où il fut inhumé en 1988. Son petit fils Asfandiyar, chef de l'ANP (voir note n°22) est venu de Peshawar. Invité d'honneur, il est reçu à parité protocolaire avec le président afghan. "*Lar aw bar, ya o Afghani*" ("*Ici ou de l'autre côté, je suis afghan*") s'écrie-t-il en concluant son discours, applaudi avec enthousiasme par Hamid Karzaï. L'année suivante, en 2008, lorsqu'Asfandiyar gagnera les élections dans la province de Khyber Pakhtunkhwa (alors NWFP) et y formera le gouvernement à majorité ANP, le même centre Bacha Khan sera construit à Peshawar, donc du côté pakistanais de la Ligne Durand...

En septembre 2012, les présidents afghan et pakistanais se rencontrent informellement en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. La situation est très tendue : des talibans afghans et pakistanais installés dans la province afghane de Kunar, bombardent le Pakistan à Arandu. C'est l'arroseur arrosé : si l'Afghanistan dénonce depuis longtemps les assauts venus du Pakistan, le Pakistan reproche désormais la même chose à l'Afghanistan et retourne son feu contre lui... Tant et si bien que le président pakistanais Zardari suggère à son homologue afghan que, les deux pays étant confrontés aux mêmes problèmes transfrontaliers depuis des lustres, il serait temps de s'engager sur la voie d'un accord stratégique. De retour à Kaboul, Hamid Karzaï en informe le parlement. Bronca ! Les députés accusent Karzaï de vendre à vil prix la fierté afghane. Karzaï temporise mais fait publier plus tard une déclaration officielle réaffirmant à propos de la ligne Durand que « *seule la nation afghane a le droit d'en déterminer le statut* »²⁸. Mais qu'entend-il par "nation afghane" ? La nation de l'Afghanistan, État constitué mais sans frontière reconnue à l'est, ou l'ensemble de la nation des deux côtés de la ligne Durand ? L'affaire s'arrête là, sans réponse, mais l'on voit qu'aujourd'hui encore la défiance entre les deux pays est totale. C'est bien là que le bât blesse et c'est donc là qu'il faut porter le soin.

VERS UN NOUVEAU "GRAND JEU" ? CHINE, RUSSIE, ÉTATS-UNIS...

Derrière ces tensions régionales extrêmes que subit ou alimente le Pakistan, se dessinent les jeux des grandes puissances comme aux plus beaux jours du *Great Game* russo-britannique pour le partage de empires d'Orient. Pendant la guerre froide les choses sont assez simples et bien codées. L'axe New Delhi-Moscou passe par Kaboul. L'Inde n'ayant jamais accepté la partition du Raj et la création du Pakistan, soutient les nationalistes pachtoune. Ils sont alors séculiers tant au Pakistan (voir note n°22) qu'en Afghanistan, avant que l'invasion de l'Afghanistan en 1979 ne permette aux partis islamiques financés par l'Ouest de prendre le relais. Le Premier ministre ultra nationaliste Daoud (1953-63) qui deviendra le premier président de la République

²⁷ L'école de pensée sunnite déobandie, du nom de la ville indienne Deoband dans l'Uttar Pradesh où elle est née en 1867, en réaction à la colonisation, est très rigoriste, mais elle se distingue du Wahhabisme (du théologien saoudien Abd-el-Wahhab au XVIII^{ème} siècle), en cela qu'elle admet l'interprétation des textes ou jurisprudence (*fiqh*) et c'est à ce titre quelle se présente comme une école "réformée" de l'islam.

²⁸ "Statement by the Ministry of Foreign Affairs of Afghanistan concerning remarks by US Government Officials on the status of Durand Line", 24/10/12 : <http://mfa.gov.af/en/news/14111>

d'Afghanistan (1973-78) et mènera la vie dure au pakistanais Ali Bhutto, a toujours reçu le soutien actif de l'Inde, tandis que les cadres des deux partis communistes, le Parcham et le Khalq, ont tous été formés à Moscou.

En contrepartie de cet axe Delhi-Kaboul-Moscou, l'allié indéfectible du Pakistan est la Chine, qui a d'ailleurs elle-même un conflit non soldé avec l'Inde sur le Cachemire²⁹. Après la poignée de main historique de Nixon et Mao à Beijing en 1972, l'axe Washington-Beijing passe par Islamabad et renforce l'efficacité de sa double protection au lendemain de sa 3^{ème} défaite militaire avec l'Inde.

Vu sous cet angle, l'obsession de sa profondeur stratégique, tant reprochée au Pakistan, répond au même impératif que celui des trois guerres anglo-afghanes, de 1839 à 1919 : contenir l'Afghanistan en contrôlant les zones tribales pachtounes et mettre ainsi en échec toute velléité de création d'un Grand Pachtounistan qui amputerait le Pakistan de 15% de son territoire et de sa population. À cette raison récurrente depuis un siècle et demi, s'ajoute le syndrome d'encerclement économique et d'influence politique de l'Inde. Mais cela n'a rien à voir avec cette idée que l'on entend à l'envi selon laquelle l'armée pakistanaise aurait besoin d'une zone de repli en cas d'attaque de l'Inde. C'est aussi absurde en termes de topographie que de dire que l'armée française aurait pu se replier à Saragosse, de l'autre côté des Pyrénées, pour organiser une contre-attaque à l'offensive allemande dans les Ardennes ! En revanche, le Pakistan a cru réussir son coup, avec l'assentiment des Saoudiens et des Américains pour les raisons que nous avons déjà expliquées, en mettant sur orbite les talibans dès 1994 et en favorisant leur prise du pouvoir en 1996 : installer à Kaboul un régime musulman et pachtoune mais dépendant d'Islamabad, éloignait le risque de revendication territoriale. L'après 11 septembre en a décidé autrement, mais le Pakistan s'est ensuite entêté à suivre obstinément la même ligne stratégique, en espérant reprendre un jour la main, jusqu'à ce qu'il perde le contrôle d'une partie de ceux qu'il avait nourris, tel le TTP.

Mais les configurations géopolitiques sont en train de changer et le Pakistan pourrait plus vite qu'on ne le croie infléchir sa stratégie. Soucieux dès 2001 de contrer toute position hégémonique américaine, Vladimir Poutine a été le patient architecte de l'Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS) qui est aujourd'hui devenue un mastodonte et dépasse largement son cadre originel de coopération économique. En juin 2017 l'Inde et le Pakistan ont intégré l'OCS, rejoignant ainsi le groupe déjà constitué de la Fédération de Russie, la Chine et quatre républiques d'Asie centrale, soit un ensemble représentant désormais 45% de la population mondiale, 32% des réserves connues d'hydrocarbures et quatre puissances nucléaires. Alors que les forces américaines sont en difficulté en Afghanistan, que le Royaume uni, jadis si influent dans la région, est empêtré dans le Brexit et que l'Europe cherche un souffle nouveau, l'OCS devient de facto un pôle magnétique majeur de la géopolitique en Asie. Et la zone sismique instable autour de l'Indus, à la charnière de l'Asie centrale et de l'Asie du sud, est une préoccupation majeure. Or que dit la Russie par son envoyé spécial en Afghanistan et Pakistan, Zamir Kabulov ? *"Les talibans sont devenus une force essentiellement politique"*³⁰, avec qui, ajoute-t-il, *"il est en contact dans le cadre de sa mission diplomatique"*. L'Iran qui devrait rejoindre l'OCS cette année, emboîte le pas. Le paradoxe n'est qu'apparent d'un grand pays chiite qui soutiendrait un mouvement sunnite radical comme les talibans sur son flanc Est. En réalité, la Russie et l'Asie centrale comme l'Iran misent sur le fait que les talibans n'ont pas d'agenda au

²⁹ Après l'annexion du Tibet en 1951, la Chine va plus loin, pénètre dans le Ladakh (au nord-ouest du Cachemire administré par l'Inde) et s'empare du district de Aksai Chin (37 000 km²) en août 1959 avant de construire une route de liaison avec le Xinjiang chinois.

³⁰ Déclaration à l'agence turque Anadolu : <http://aa.com.tr/en/asia-pacific/exclusive-interview-with-russian-diplomat-zamir-kabulov/717573>

delà des frontières de l'Afghanistan qu'ils veulent reconquérir, à la différence de Daesh qui, même affaibli aujourd'hui, s'inscrit clairement dans les logiques du djihad mondial donc transfrontalier. Entre deux maux il faut choisir le moindre, un pari peut-être risqué.

CARREFOUR OU CUL-DE-SAC ?

Lors de la conférence de Londres, en décembre 2014, le président Ashraf Ghani nouvellement élu avait fixé son cap : « *Soit nous deviendrons le carrefour de l'intégration lorsque les routes entreront et ressortiront de chez nous pour connecter l'Asie centrale, du Sud, de l'Ouest et de l'Est, soit nous deviendrons un cul-de-sac et la pièce oubliée de l'histoire* »³¹. Ce constat vaut tout autant pour le Pakistan et c'est exactement le contraire de ce qui a toujours prévalu pendant deux siècles, du Raj au Pakistan d'aujourd'hui. Pari tenable ? Le grand projet chinois de réactiver les "Routes de la Soie" va dans ce sens et Xi Jinping a déjà beaucoup investi dans le "China Pakistan Economic Corridor" (CPEC), un projet estimé à 62 milliards de dollars, qui reprend le tracé de l'ancienne Kara Koram Highway (KKH), une route transhimalayenne construite au milieu des années 70 par le col de Khunjerab à 4 693 mètres, et qui reliera le Xinjiang au port pakistanais de Gwadar que les chinois ont déjà aménagé en eaux profondes sur la mer d'Oman.

Ce projet est déjà engagé, mais combien d'autres restent en suspens à cause de l'insécurité chronique en Afghanistan, dans les zones tribales du Pakistan et même au Baloutchistan ? Le projet de gazoduc TAPI prévu depuis 25 ans pour acheminer les hydrocarbures du Turkménistan et du nord de l'Afghanistan, à travers le Pakistan en direction de l'Inde et du port de Karachi, est toujours dans les cartons. Alors de deux choses l'une, soit la région apaisée exploitera et fera transiter les immenses richesses minières, gaz mais aussi cuivre, métaux rares etc, et deviendra en effet un des carrefours des pays de l'OCS, soit il reste ravagé par une guerre sans fin et il redeviendra le centre d'un nouveau "grand jeu" brutal pour le dépeçage de ces mêmes richesses. On n'échappera donc pas à la recherche d'une solution politique.

QUELLES SOLUTIONS POLITIQUES ?

La question des relations indo pakistanaises reste figée dans la tension permanente du statu quo de Shimla, vieux déjà de 46 ans. Le fait que les deux pays siègent côte à côte à l'OCS ne dénouera pas magiquement un sac de nœuds de 70 ans, mais sera propice à développer des relations plus apaisées, relayées par la volonté de la jeunesse et des milieux d'affaires de solder le conflit. Et puis, disons le sans cynisme, le contentieux est géré par deux États qui éviteront toute nouvelle guerre ouverte au risque d'un dérapage fatal parce qu'ils possèdent l'un et l'autre l'arme nucléaire. En revanche, ni le Pakistan ni l'Afghanistan ne contrôlent la ceinture pashtoune autour de la Ligne Durand, berceau de tous les terrorismes depuis que la base ("*qaeda*") de ben Laden installée sur la frontière "Af-Pak" du Waziristan, a essaimé partout en direction de l'Irak, la Syrie, la Libye, le Mali, le Yémen etc...

Dans son rapport d'avril 2009³², l'*Asia Society* estime que la solution serait de prendre en considération la question pachtoune et de « *travailler avec les deux gouvernements et les populations [...] pour qu'il devienne possible pour l'Afghanistan de reconnaître la ligne Durand* ». Transgresser aussi clairement le tabou de la ligne Durand est suffisamment rare pour être retenu. En écho mais trois ans plus tard, l'agence Reuters ose aussi le non-dit en titrant "*In Afghan war,*

³¹ <https://president.gov.af/en/speech/president-ghanis-closing-remarks-at-the-london-conference-on-afghanistan-2014/>

³² "Back from the Brink ? A Strategy for Stabilizing Afghanistan-Pakistan"(page 17), <http://asiasociety.org/back-brink-strategy-stabilizing-afghanistan-pakistan>

enter Sir Mortimer Durand"³³, un article qui faisait suite à la colère de l'Assemblée nationale afghane, que nous avons ici racontée, lorsque le Président Hamid Karzaï avait annoncé en septembre 2012 que son homologue pakistanais Asif Zardari lui avait proposé un accord stratégique sur la Ligne Durand. Certes toucher aux statuts des frontières est toujours perçu comme un risque dangereux, mais nous sommes dans un cas de figure inversée où c'est justement la ligne Durand, jamais revisitée depuis 70 ans, qui est source de guerre et de prolifération terroriste. Or il va aussi de soi que l'obsession pakistanaise de sa profondeur stratégique perdrait de son sens si l'Afghanistan reconnaissait le statut de frontière. Mais il va tout autant de soi que n'importe quel chef d'État afghan risquerait de se faire assassiner par un nationaliste radical, s'il le faisait tout de go. Il suffit de voir la réaction extrême des députés de l'Assemblée lors de l'épisode de septembre 2012, pour réaliser à quel point cette affaire est sensible. La récente "longue marche" pashtoune de fin janvier 2018, organisée par le Pakhtun "Tahaffuz" Movement (Mouvement pour la "protection" des Pashtounes), qui a relié la ville de Dera Ismaël Khan à Islamabad en passant par tous les districts de Khyber Pakhtunkhwa (600 km) avant d'occuper les rues de la Capitale pendant dix jours, a pris de court les médias autant que les politiques. Et toutes les sensibilités, celles de la jeunesse modernisée autant que des vieux caciques de la politique provinciale, étaient présents, y compris les nationalistes radicaux comme Achakzaï (chef du Pakhtunkhwa Milli Awami Party) ou plus modérés comme Asfandiyar Wali Khan (chef de l'ANP déjà cité). On le voit, le règlement de la question pashtoune dont tout peut dépendre, la guerre sans fin ou la paix retrouvée, demandera du temps et un travail préparatoire discret et approfondi.

Une médiation diplomatique ad hoc est alors nécessaire, en urgence désormais, sans doute en "track-2" dans le jargon diplomatique, une voie qui n'engage pas les gouvernants ni même les opposants officiels, mais permet les consultations et même les rencontres informelles de toutes les composantes d'un conflit, de façon à préparer le terrain pour que les deux États reconnaissent d'abord qu'ils sont à parité victimes du même héritage empoisonné. Ensuite, la Ligne Durand ayant déjà fait l'objet de quatre traités, il faut faire valoir qu'il n'y a rien d'incongru à imaginer le principe d'un cinquième traité qui ferait oublier le nom même de Mortimer Durand. Une fois ce principe accepté, il faudra mettre les chefs de tribus dans la boucle pour savoir à quelles conditions cette reconnaissance serait pour eux acceptable sans créer de nouveaux soulèvements incontrôlables. À terme, le nouveau traité devrait ainsi définir à la fois le *modus operandi* entre les deux États et le *modus vivendi* pour les habitants des deux côtés, garantir peut-être des libres circulations, mais c'est une autre histoire, n'anticipons pas.

La France serait plutôt bien placée pour prendre l'initiative de cette médiation, son image reste excellente, elle fait même souvent l'objet d'une attente en référence à son histoire, championne autrefois de la diplomatie et qui sait encore parler de sa propre voix, comme en Irak en 2003. L'Union européenne n'a pas élaboré de politique étrangère commune mais une initiative diplomatique française qui n'engagerait dans un premier temps personne, pourrait avoir le moment venu un effet d'entraînement des autres pays membres. Le Royaume-Uni, ancienne puissance coloniale n'est peut-être pas le mieux placé comme acteur direct. Les Allemands ont déjà beaucoup fait, mais s'ils ont été à la manœuvre dans le processus du Qatar où l'Émirat islamique d'Afghanistan, à savoir les talibans afghans, disposent d'une représentation, force est de constater que cela n'a pas porté les fruits espérés, alors même que, le 26 mars dernier, selon l'agence Ariana News, le président ouzbek Shavkat Mirziyoyev a proposé d'ouvrir à Tachkent un bureau politique taliban³⁴. Les USA quant à eux n'ont pas bonne presse, les

³³ Reuters/Myra MacDonald, 24/10/2012 <http://blogs.reuters.com/pakistan/2012/10/24/in-afghan-war-enter-sir-mortimer-durand/>

³⁴ <https://ariananews.af/uzbekistan-ready-to-open-political-office-for-taliban-hpc/>

Afghans ressentent le besoin de leur présence pour des raisons de sécurité mais le sentiment d'échec politique domine, quel que soient par ailleurs leur engagement considérable en termes de dépenses et de présence militaire, de logistique et de financements d'infrastructures. Et la relation entre Washington et Islamabad n'est actuellement pas bonne.

Il est évidemment de l'intérêt de tous d'apaiser la région et la Chine aussi s'y emploie qui ne pourra pas mener à bien son grand projet des "nouvelles routes de la soie" dans un tel climat d'insécurité multiples. Ainsi la presse pakistanaise aussi bien qu'indienne a récemment révélé que les Chinois sont en pourparlers depuis cinq ans avec les rebelles du Baloutchistan, pour sécuriser son méga projet de China Pakistan Economic Corridor (CPEC)³⁵. Il n'y a pour l'instant pas d'information sur de quelconques pourparlers chinois dans les zones pachtounes que traversera le CPEC, mais l'histoire nous enseigne que personne n'y a jamais réussi, du roi Moghol Babour Shah aux Pakistanais aujourd'hui, en passant par les Britanniques et les Soviétiques, quels que soient les énormes avantages en nature ou argent qui ont pu être distribués.

La question d'un règlement politique tel qu'exposé ci-dessus, reste donc entière. Sa mise en œuvre ne vient pas en concurrence des autres efforts, qui sont le plus souvent d'ordre économique³⁶, et c'est probablement insuffisant, mais peut les compléter à bon escient et augmenter de manière décisive les chances de succès.

Cette question est prioritaire sur toutes les autres, pour des raisons que nous avons expliquées : si la question du Cachemire est douloureuse, elle reste plus ou moins sous le contrôle des deux États et aucune médiation n'est à ce jour envisageable aussi longtemps que l'Inde la refuse systématiquement et avec force depuis les Accords de Shimla qui, selon elle, en font une question exclusivement bilatérale. L'on peut cependant envisager des avancées positives dans le cadre de l'Organisation de la Coopération de Shanghai où les deux protagonistes siègent côte à côte et auront de plus en plus souvent à traiter de questions d'intérêt commun : les "routes de la soie" dont une au moins, le CPCE, traverse un territoire disputé du Cachemire (Gilgit-Baltit), sous administration pakistanaise mais revendiqué par l'Inde, la question de la gestion des réserves d'eau aussi... En revanche, la question de la ceinture pachtounes dite "Af-Pak" n'est plus sous le contrôle de personne et elle est le principal foyer insurrectionnel et de terrorisme de la région.

Ne rêvons pas trop vite d'une paix absolue mais au moins d'un apaisement. Gageons alors que les Pachtounes contribueront eux-mêmes à bouter les militants exogènes hors de la zone ; l'histoire montre qu'ils savent le faire, encore faut-il leur donner voix au chapitre. Gageons aussi que le Pakistan –comme l'Afghanistan d'ailleurs parce que leurs sorts respectifs sont très liés– écrira une nouvelle page de son histoire. Depuis sa création en 1947, la population est passée de 33 à 210 millions, l'alphabétisation de 15 à 60 %, c'est encore insuffisant, la pauvreté a gagné du terrain et les budgets militaires ont considérables. Mais le Pakistan a aussi des intellectuels et des cadres de haut niveau, des ressources agricoles et industrielles, bref ce beau pays de montagnes et de plaines fertiles a de nombreux atouts pour y développer des vies heureuses.

Georges Lefevre

³⁵ Dawn, 20 février 2018, <https://www.dawn.com/news/1390520> , New Delhi Times, 5 mars 2018, <http://www.newdelhitimes.com/pakistans-sovereignty-attacked-china-opens-back-door-talks-with-baluch-leaders/>

³⁶ Lors du Islamabad International Counter Terrorism Forum qui s'est tenu du 3 au 5 avril dernier, la présentation du délégué chinois en charge du CPEC, M. Ye Hailin, par ailleurs membre de la Chinese Academy of Social Sciences de Beijing, a insisté sur l'idée que la mise en œuvre du bien-être économique et social des populations vivant sur le tracé du CPEC, était la meilleure garantie d'extinction du terrorisme. L'Histoire montre pourtant que ce n'est pas si simple.